



Communiqué de presse

Congé des fêtes

Le gouvernement choisit enfin la voie de la raison

Montréal, le 19 novembre 2020. – En réaction à l'annonce du gouvernement concernant le congé des fêtes pour les écoles québécoises, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) se disent soulagées et joignent leurs voix pour saluer la décision qu'elles qualifient de responsable.

Les trois organisations syndicales considèrent qu'une décision du gouvernement obligeant les services de garde scolaires à ouvrir leurs portes à 100 % aurait été une consécration de l'incohérence dans les mesures sanitaires. Dans le contexte où le Québec ne connaît aucun relâchement dans sa lutte contre la COVID-19 et que plusieurs régions sont encore en zone rouge, le personnel des services de garde scolaires pourra aussi, comme tout le monde, limiter son exposition aux risques de contamination à l'aube de la période des fêtes. Si le gouvernement avait fermé les écoles à moitié, le personnel des services de garde scolaires aurait été traité, une fois de plus, comme des travailleurs de seconde zone puisque les risques de contamination auraient été maximisés alors que le concept de bulle-classe et la distanciation physique sont impossibles à appliquer. Dès lors, la raison principale invoquée par le gouvernement visant à limiter la propagation du virus pour Noël apparaissait comme un faux prétexte au regard des centrales.

Étant donné que les services de garde d'urgence qui seront mis sur pied pour le congé des fêtes s'effectueront sur une base volontaire des éducateurs et éducatrices, les organisations syndicales demandent au gouvernement de garantir des incitatifs financiers pour le personnel afin d'assurer le succès de l'opération.

Un gouvernement qui fait cavalier seul dans la pandémie

Malgré cette décision en faveur du personnel des services de garde scolaires, la CSQ, la CSN et la FTQ dénoncent qu'une fois de plus, elles sont encore obligées d'éteindre la panique générée par les ballons d'essai lancés par le gouvernement depuis plusieurs jours. Elles confirment ne pas avoir été parties prenantes de la réflexion entourant la démarche, à la seule exception de rencontres tenues sur le tard, hier. Les syndicats réitèrent qu'il aurait été préférable que toutes les parties prenantes puissent être associées à la décision afin de minimiser les impacts et, surtout, de garantir le succès de l'opération, qui touche des millions de personnes. Les organisations continuent à tendre la main pour l'avenir.

Citations

« La décision du gouvernement est responsable et constitue un soulagement pour le personnel des services de garde scolaires. Pour eux, c'était loin de passer comme une lettre du père Noël à la poste. Le gouvernement a peut-être fini par entendre raison sur l'importance de la cohérence dans les mesures sanitaires, mais il faut déplorer le manque d'écoute devant le processus unilatéral qui s'est déroulé depuis quelques jours. Dans le futur, le gouvernement gagnerait à associer le plus d'organisations possible à ses réflexions pour éviter un autre psychodrame. » – Sonia Ethier, présidente de la CSQ

« Le gouvernement avait plusieurs facteurs à prendre en considération. Nous sommes satisfaits que le premier ministre ait entendu nos arguments quant à l'incohérence des scénarios jusqu'ici envisagés. On ne pouvait régler la question en renvoyant tout simplement le fardeau sur le personnel des services de garde, déjà grandement sollicité par la crise mais si peu considéré par le gouvernement. C'est une décision mitoyenne qui nous semble beaucoup plus responsable en matière de santé publique. » – Jacques Létourneau, président de la CSN

« On comprend que le gouvernement a finalement entendu les inquiétudes que nous lui avons exprimées lors de rencontres précédentes. Si nous avions été consultés avant les ballons d'essai lancés dans les médias, on aurait pu éviter toutes les spéculations qui ont insécurisé la population et le personnel du réseau. Le gouvernement doit retenir la leçon et consulter davantage les travailleurs et travailleuses qui œuvrent auprès de la population. » – Denis Bolduc, secrétaire général de la FTQ

Renseignements

CSQ

Sébastien Marcil
Attaché de presse de la CSQ
438 356-4545
marcil.sebastien@lacsq.org

CSN

François L'Écuyer
Directeur des communications
514 949-8973
francois.lecuyer@csn.gc.ca

FTQ

Jean Laverdière
Directeur des communications
514 893-7809
jlaverdiere@ftq.gc.ca